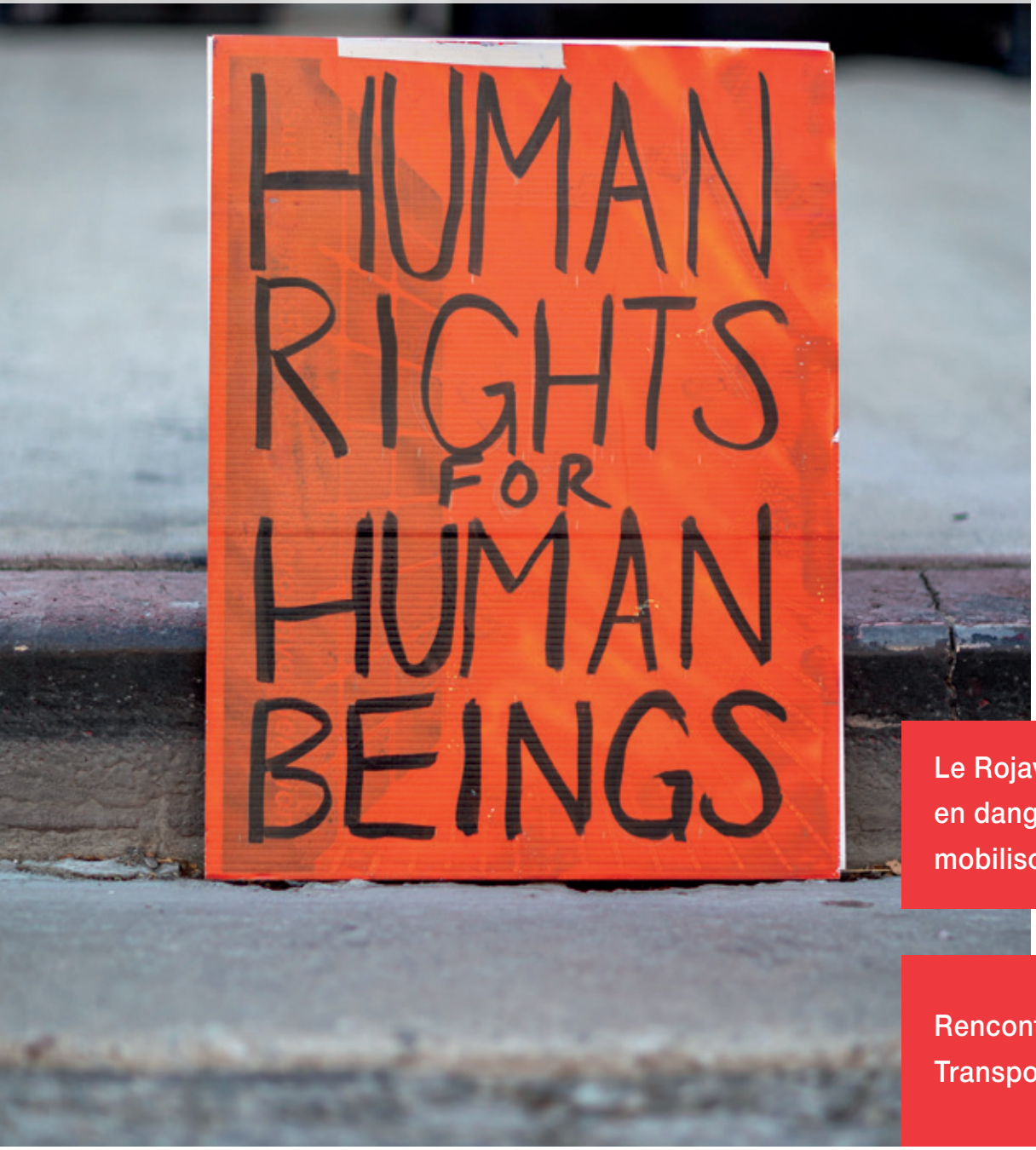
le peuple.VS

Numéro 227
Février 2026



JAB CH-1950 Sion 1
LA POSTE

Le Rojava est en danger : mobilisons-nous ! 4

Rencontre avec Transport Handicap 6

Siamo tutti antifa

« Les fascistes de demain s'appelleront eux-mêmes les antifascistes. » On ne compte plus le nombre de fois où cette phrase est brandie sur les réseaux sociaux comme une vérité prophétique, souvent attribuée, à tort, à Winston Churchill. En pensant utiliser une forme d'argument d'autorité coupant toute possibilité de débat, ces personnes n'ont pas conscience du but contre leur camp qu'ils viennent de s'infliger.

Certains mouvements d'extrême droite soutiennent aujourd'hui que la gauche incarnerait une forme de « nouveau fascisme », en imposant des normes culturelles et en exerçant une pression sociale ou institutionnelle. En se présentant comme défenseurs de la liberté d'expression face à ce qu'ils qualifient de « totalitarisme culturel », ils

Suite en page 2



revendiquent ainsi une posture de résistance. Dans cette logique, ils s'auto-désignent implicitement comme les véritables antifascistes. Ils deviennent alors, par leur définition même, les suspects qu'ils dénoncent. En ce sens, la citation attribuée à tort à Churchill s'avère exacte. Si nous ne faisons rien, les fascistes tenteront de s'autoproclamer antifascistes.

Aujourd'hui, le mot « fasciste » subit un régime sémantique. On l'utilise pour désigner tout ce qui nous dérange : une norme sociale, une pression culturelle, ou même un débat contradictoire. Mais le fascisme n'est pas une simple « intolérance ». C'est un projet politique précis : culte du chef, nationalisme exacerbé, suppression des libertés publiques et de l'opposition, oppression des minorités etc. La situation politique aux Etats-Unis nous indique quelle forme de « néofascisme » la société peut prendre. Et tous les partis d'extrême droite européen surfe sur cette vague en cherchant à imiter ce qu'il se passe Outre-Atlantique.

Ces comparaisons reviennent de plus en plus souvent et elles sont toujours plus banalisées, y compris par des forces de droite « traditionnelle » voire carrément du centre. La récente mort du militant royaliste Quentin D. à Lyon dans une rixe opposant des militant·es d'extrême droite venue chahuter la députée de La France Insoumise Rima Hassan à des militant·es antifascistes s'inscrit dans cette tendance de bouleversement des valeurs et d'inversion des culpabilités. Nous assistons aujourd'hui à une porosité croissante entre les médias dominants et la rhétorique d'extrême droite. Ce processus de dédiabolisation s'appuie sur un double mécanisme : d'abord, l'usage de la théorie contestable du « fer à cheval » pour renvoyer dos à dos des projets politiques diamétralement opposés. Ensuite, la criminalisation systématique de l'engagement antifasciste, désormais présenté comme une menace.

Et pendant que les médias bourgeois et la classe politique redoublent d'effort pour criminaliser toutes les luttes contre l'extrême droite, cette dernière jubile. Elle a son martyr qu'elle attendait pour pouvoir justifier ses actions violentes. Sur Cnews, l'éditorialiste Kévin Bossuet s'exclame : « Quentin était notre Charlie Kirk à nous ». Cette importation des méthodes américaines ne s'arrête pas là : dans plusieurs médias, les appels se multiplient pour classer le mouvement « antifa » parmi les organisations terroristes et dissoudre LFI, malgré l'absence totale de lien avec les faits. Une stratégie de polarisation calquée sur le modèle des Etats-Unis.

Cette stratégie de récupération n'est pas récente puisque dans les années 30 déjà, le parti nazi avait érigé la mort de Horst Wessel en mythe fondateur. En transformant ce militant de la première heure, tué lors d'une rixe, en un martyr héroïque, le NSDAP a réussi à forger un puissant imaginaire victimaire. Ce culte du mort a servi de prétexte aux nazis pour criminaliser leurs opposants politiques et justifier, par la suite, l'exercice d'une violence d'Etat systématique que nous connaissons hélas tous.

Et pourtant, alors que les plateaux télés sont en ébullition sur ce fait divers, nous oublions que politiquement c'est bien l'extrême droite qui tue. Entre 1986 et 2021 en France, sur 53 « meurtres à caractère idéologique » recensés, 90 % ont été commis par l'extrême droite selon une statistique de la chercheuse Isabelle Sommier. Depuis 2022, pas moins de 11 personnes sont mortes, 19 autres grièvement blessées, par balles ou par armes blanches lors d'attaques liées à l'ultradroite dans l'hexagone. Début janvier, à Lyon, le meurtre d'un jeune homme de 20 ans, retrouvé sous la glace d'un étang, fait l'objet d'un traitement judiciaire et médiatique d'une discrétion frappante. Bien que le suspect soit poursuivi pour homicide à caractère raciste, le silence des autorités et des grands médias est total. Toujours au mois de janvier, un lycéen de 17 ans d'origine syrienne est attaqué dans l'agglomération lyonnaise puis tabassé par 3 hommes cagoulés, avant d'être tailladé au visage par des lames de rasoir. Le tout accompagné d'un torrent d'injures racistes : « Sale Arabe », « Sale Musulman ».

Nous aurions tort de croire que ce basculement n'arrive que chez nos voisins. En Suisse, nous assistons également à un basculement idéologique brutal. L'alliance PLR-UDC ne se contente plus de critiquer : elle exige l'éradication pure et simple des poches de résistance antifasciste comme c'est le cas dans le canton de Berne. Plutôt que d'interroger les racines sociales des colères ou les dérives répressives de la police qui catalysent souvent le chaos, ces élu·es préfèrent braquer les projecteurs sur « la violence d'extrême gauche » pour mieux occulter la leur. Dans ce contexte, il est important de ne pas concéder un seul centimètre à ces nouveaux apôtres de la répression. Alors je le dis haut et fort : je suis antifa. Siamo tutti antifascisti !

Yoann Bodrito, rédacteur en chef

Fiscalité patriarcale: il est temps d'y mettre fin



La loi fédérale sur l'imposition individuelle n'est pas une simple réforme technique, c'est un choix de société. Voulons-nous un système fiscal qui perpétue les inégalités de genre ou un modèle qui affirme enfin l'autonomie économique de chaque personne ? Mon choix est fait et l'enjeu est clair : il faut en finir avec un mécanisme hérité d'un autre siècle.

Aujourd'hui, en Suisse, les couples mariés sont imposés conjointement. Leurs revenus sont additionnés, puis soumis à la progressivité de l'impôt. Ce mécanisme pénalise particulièrement les couples mariés à deux revenus, car le second salaire, encore majoritairement celui de la femme, est taxé à un taux marginal plus élevé.

Ce système fiscal repose sur un modèle patriarcal. L'homme gagne, la femme complète.

Concrètement, l'intérêt financier à augmenter son taux d'activité est nul, puisque l'effort supplémentaire profite surtout au fisc. Des milliers de femmes se retrouvent donc enfermées dans un temps partiel contraint et dépendantes économiquement de leur conjoint.

Ce système fiscal repose sur un modèle patriarcal. L'homme gagne, la femme complète. Il institutionnalise l'idée que le travail féminin est accessoire et a moins de valeur. Il freine les carrières, réduit les cotisations aux assurances sociales et prépare des retraites plus basses. Il contribue à la précarité en cas de séparation ou de divorce. En clair, il organise la dépendance économique des femmes tout en prétendant défendre la famille.

L'imposition individuelle balaie cette logique. Elle affirme un principe simple et égalitaire qui veut que chaque personne soit imposée sur son propre revenu, indépendamment de son état civil. Elle reconnaît les femmes comme des sujets fiscaux à part entière, pas comme des « deuxièmes salaires ». Elle met ainsi fin à la pénalisation du mariage et à la sanction du travail féminin.

Pour la gauche, cette réforme est aussi une question de justice sociale. Favoriser l'activité professionnelle, c'est renforcer les revenus et le pouvoir d'achat des ménages, consolider le financement de l'AVS et des assurances sociales et réduire les inégalités à long terme. Une fiscalité progressiste doit encourager l'émancipation et soutenir celles et ceux qui travaillent, pas les enfermer dans des rôles assignés.

Les opposants agitent la peur d'une hausse d'impôts pour certains couples mariés à revenu unique. Cette inquiétude mérite d'être prise au sérieux. La solution n'est cependant pas de préserver un système inégalitaire. Elle consiste au contraire à accompagner la réforme par des mesures de compensation ciblées pour les bas et moyens revenus. Ainsi, par exemple, les déductions pour enfant et formation seront augmentées et réparties entre les deux parents. L'Etat n'a pas à subventionner un modèle familial particulier, mais il doit garantir l'égalité et la redistribution.



La Suisse ne peut plus fermer les yeux. Alors que les femmes sont plus diplômées que jamais, que les familles se diversifient, que l'égalité est inscrite dans la Constitution, notre système fiscal continue d'envoyer un message clair et inacceptable : « le travail des femmes vaut moins ».

Soutenir l'imposition individuelle, ce n'est pas affaiblir la famille. C'est affirmer que l'amour et la solidarité ne doivent pas dépendre d'un avantage fiscal. C'est faire le choix d'une fiscalité qui libère au lieu d'enfermer. En votant cette loi, la Suisse peut franchir un pas décisif vers une société plus juste, plus moderne et réellement égalitaire.

Caroline Monnet, vice-présidente du PSVR

Le mot de la vice-présidente



Le Rojava est en danger : mobilisons-nous !

« Où étaient les Etats ? Où étaient les droits humains ? Où était les droits de l'enfant ? », s'est exclamée une femme que nous avons rencontré, avant de fondre en larme. Ce n'est pas la première fois qu'elle doit partir de chez elle sans rien d'autre que les vêtements qu'elle porte.

Comme des millions de personnes dans la région syrienne, elle et le reste de sa famille, dont des enfants en bas âge, sont condamné·es à fuir au gré des conflits depuis plus d'une décennie. La Rojava Delegation for Humanity l'a rencontré à Qamishlo, dans la région contrôlée par l'administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie. Composée de militant·es politiques, d'activistes pour les droits humains, d'artistes et de journalistes, cette délégation est partie pour quelques jours afin de voir la réalité de la crise humanitaire qui s'abat sur la population du Rojava.

Or, nous pouvons participer à endiguer les conséquences de la crise et à amener une solution politique à la question kurde.

En effet, en janvier de cette année, la région syrienne s'est réenflammée. L'actuel président ad intérim de la Syrie et ancien commandant de Daesh, Ahmed al-Charaa, a ordonné des assauts contre les forces de l'administration autonome du Rojava. Avec l'aide de cellules dormantes de l'Etat islamique et de groupes armés indépendants, des bains de sang horribles ont eu lieu à Raqqa, dans de nombreuses autres villes du Rojava, mais aussi dans des quartiers d'Alep. Il n'a pas été question d'un conflit entre armées, mais bien de massacres de civil·es, de viols, de bombardements, voire même potentiellement de l'utilisation d'armes chimiques. Après plusieurs semaines durant lesquelles la population du Rojava a vécu toutes les horreurs imaginables, les autorités de Damas ont réussi à imposer un accord à l'administration autonome. Celui-ci remet en question l'autonomie du Rojava, mettant donc en péril le fonctionnement démocratique, féministe et écologique de la région. La fin de l'autonomie du Rojava n'est pas seulement une pause dans le projet politique émancipateur kurde, mais est aussi particulièrement dangereux pour toutes les minorités ethniques et religieuses du nord et de l'est de la Syrie. Alaouites, druzes, yézédis, et autres : leur existence est mise en danger par les groupes armés se réclamant du Djihad et par le régime d'al-Charaa.

Pour aider :

medico international schweiz
Quellenstrasse 25, 8005 Zürich
Tel. 044 273 15 55
IBAN CH57 0900 0000 8000 7869 1

En quelques semaines seulement, ces conflits ont eu des effets désastreux pour la population. Des dizaines de milliers de déplacé·es sont maintenant entassés dans les écoles et mosquées de Qamishlo et d'autres villes plus loin du front. Les blessé·es sont nombreuse·eux, et les médicaments manquent. Or, nous pouvons participer à endiguer les conséquences de la crise et à amener une solution politique à la question kurde. Dans l'immédiat, il est crucial de faire des dons pour l'aide humanitaire, ainsi que de pousser nos autorités à faire de même, en suivant l'exemple de la ville de Lausanne qui a fait un don de CHF 50'000.- pour le Croissant rouge Kurde. Au-delà de l'aide financière, nous devons renforcer la pression internationale sur al-Charaa, en continuant de manifester pour le Rojava et de montrer notre solidarité avec les Kurdes et autres minorités de Syrie !

Julien Berthod



Un NON important



Le 8 mars, les votations porteront sur une initiative capitale : l'initiative (contre la) *SSR.*

Syndicom et les syndicats de l'USVs s'engagent dans la campagne contre cette initiative. Nous vous transmettons ci-dessous quelques informations/arguments que vous pourrez utiliser auprès de vos connaissances, afin de les inciter à voter NON.

Petit topo : qu'est-ce que la SSR ?

- Association qui détient 5 unités régionales de médias, dont la RTS-radiotélévision suisse romande;
- Rassemble plus de cent métiers différents, pas seulement des journalistes ;
- Financée par la redevance des ménages et des entreprises ;
- Mandat de diversité, de qualité des contenus et de représentativité de toutes les régions du pays (RTS, SRF, RSI, RTR).

Concrètement, outre l'actualité quotidienne, nationale et internationale, la RTS met en avant la créativité littéraire, musicale et les performances sportives de toutes les régions ; elle diffuse près d'une centaine de sports. Elle est, enfin, un acteur central de la diffusion culturelle.

Que demande l'initiative ?

- Réduire de moitié le budget de la SSR en faisant passer la taxe de 300 à 200 chf et en exonérant les entreprises.

Conséquences :

- Disparition pure et simple de la RTS ;
- Impact dramatique pour la cohésion sociale et nationale, que garantit la représentation des intérêts régionaux dans les médias.
- Traiter uniquement de l'actualité, ce qui aura pour conséquences :
- Disparition des émissions (notamment régionales) traitant en particulier du sport et de la culture (offres pourtant importantes de la RTS).
- Perte de la production et de la diffusion culturelles nationales, régionales et locales.

Que se passerait-il encore en cas de victoire de l'initiative ?

- Disparition de la SSR des réseaux sociaux en raison de la réduction brutale des ressources financières. Conséquence : perte d'un accès important à un actualité fiable et diversifiée pour la population, notamment la jeunesse.
- Impact négatif sur le pouvoir d'achat de la population, notamment des familles :
- En réduisant son offre hors actualité, l'initiative poussera les ménages à prendre des abonnements – chers – sur les plateformes ou des diffuseurs privés ;
- Elle libérera complètement les entreprises du paiement de la redevance, et fera donc porter toute la charge de la redevance sur les ménages, pour une offre divisée par deux.

Que répondre aux arguments des initiants :

- « 200 francs » : une épargne qui n'en est pas une.
- « La SSR fait concurrence au privé » : faux, la SSR ne s'occupe pas d'infos locales, au contraire des médias privés. Elle favorise aussi la diversité des médias, ce qui ne crée pas de situation de concurrence mais favorise la qualité du journalisme et de l'info que nous voyons quotidiennement.
- « Les médias sont de gauche » : faux, l'information de la SSR est traitée selon les règles déontologiques de la profession qu'appliquent aussi les journalistes des médias privés.

Bien entendu, sous ces arguments fallacieux, cette initiative est une attaque contre le service public de l'information, avec des conséquences absolument néfastes à plusieurs niveaux.



En ces temps incertains, nous avons besoin d'informations complètes et fiables.
Le Groupe SSR offre des programmes indépendants et de qualité à l'ensemble du pays.
La SSR est un important service public, qui assure la cohésion de la Suisse.
Ses chaînes de radio et de télévision informent la population dans les quatre langues nationales.
L'initiative SSR n'est pas une mesure de réduction budgétaire sans danger. Au contraire, elle affaiblit le service public, menace ses programmes et fragilise ainsi le pays.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons à glisser un NON dans les urnes le 8 mars.

Elisabeth Di Blasi,
secrétaire syndicale Syndicom

Transport Handicap

Le Parti socialiste du Valais romand (PSVR) a le plaisir de désigner, chaque année, une association pour l'obtention d'un don extraordinaire d'un montant de CHF 500.-. Ce don a pour vocation de soutenir une association ou fondation à but non-lucratif, qui œuvre en Valais et dont les objectifs sont salués par le Parti socialiste.

Pour l'année 2024, le PSVr a choisi de soutenir l'association Transport Handicap.

Transport Handicap a été fondé par Fernand Ballestraz en 2003. Père d'une famille nombreuse dont plusieurs enfants en situation de handicap, Fernand Ballestraz a fait de son vécu le moteur de son engagement. De cette expérience est née l'idée de créer un service de transport dédié aux personnes à mobilité réduite, afin de favoriser leur autonomie, leur inclusion sociale et l'égalité d'accès aux déplacements du quotidien comme aux loisirs.

Le directeur de l'association Patrick Disière a répondu à quelques questions du Peuple.VS.

En quoi la philosophie de Transport Handicap – service, solidarité et bénévolat – se traduit-elle concrètement au quotidien ?
Sans le bénévolat, nous ne pourrions tout simplement pas exister. Dans d'autres régions, ce sont des professionnels qui œuvrent pour les transports. Mais les couts sont forcément différents. Nos bénévoles actifs sont invités à l'Assemblée Générale, à un souper ainsi qu'une sortie d'été avec leur conjoint. C'est important qu'ils soient valorisés pour tout ce qu'ils entreprennent.

Ces trajets constituent également un lien social indispensable contre l'isolement pour celles et ceux n'ayant plus beaucoup de proches.

Quel rôle joue Transport Handicap dans le maintien de l'autonomie et de la vie sociale des personnes à mobilité réduite ?
L'association permet aux personnes à mobilité réduite de rester chez elles, leur évitant ainsi le placement en institution. Ces trajets constituent également un lien social indispensable contre l'isolement pour celles et ceux n'ayant plus beaucoup de proches.

Avez-vous des exemples concrets ou des témoignages qui illustrent l'impact du service sur la vie des bénéficiaires ?
Je pense que la première des choses dont nous pouvons témoigner, c'est la reconnaissance des bénéficiaires de notre association. Les chauffeurs·euses se sentent réellement utile à la société et ça se ressent concrètement. Nous accompagnons les gens de leur domicile jusqu'à la réception du cabinet médical ou de l'hôpital. C'est une



présence qui rassure les personnes qui ont parfois de lourds problèmes de santé.

Pourquoi était-il important, dès le départ, d'offrir ces déplacements au même tarif que les transports publics ?
Pour nous, c'était fondamental de proposer un prix qui soient similaire aux transports publics parce que les personnes souffrant de handicap doivent bénéficier des mêmes tarifs pour se déplacer que n'importe quel autre citoyen.

C'est une présence qui rassure les personnes qui ont parfois de lourds problèmes de santé.

Quelles qualités humaines sont essentielles pour devenir chauffeur·euse bénévole chez Transport Handicap ?
La première des choses c'est déjà d'avoir le permis (rire). Et surtout d'aimer conduire. Ensuite, il faut apprécier le contact avec les gens. C'est quelque chose d'essentiel durant le trajet. Plus qu'un simple conducteur, le bénévole est un créateur de lien. Les chauffeurs·euses ont parfois le rôle social qu'avaient les postiers jadis dans les villages. Il est nécessaire d'avoir de l'empathie et de faire preuve de bienveillance avec les bénéficiaires. Dans des contextes de vie parfois difficiles, une écoute attentive et un échange bienveillant deviennent alors un soutien moral précieux pour les passagers·ères.

Le Peuple.VS remercie chaleureusement tou·tes les chauffeurs·euses bénévoles de l'association Transport Handicap pour le précieux engagement fourni envers les personnes vulnérables.

Transport Handicap c'est plus de 300 Bénévoles. Comment expliquez-vous l'engagement durable de ces gens ?
La mission repose sur le plaisir de rendre service et la richesse des rencontres. Au-delà de l'aide apportée, ce sont les liens tissés et la reconnaissance mutuelle qui font toute la valeur de ces moments de partage.

Que vous inspirent aujourd'hui des chiffres comme plus de 780'000 courses réalisées depuis 2003 et plus d'un million de kilomètres parcourus en une seule année ?
Ça signifie que de nombreuses personnes ont besoin de ces transports. Loin de vouloir concurrencer les services de taxis traditionnels, notre action se concentre sur une offre complémentaire, spécifiquement adaptée aux besoins des personnes les plus vulnérables. On se dit aussi qu'ici en Suisse, on a une forme de privilège par rapport à d'autres régions du monde qui n'ont probablement pas ou peu d'aide à proposer aux citoyens en situation de mobilité réduite. Je crois que ces chiffres me rendent fier que notre association puisse rendre service à la société.



Quels ont été les principaux défis rencontrés au fil de ces dernières années ?
La première chose qui me revient c'est le Covid. En l'espace de deux mois, nous avons dû réduire d'un quart nos courses. Nombre de chauffeur·euse de Transport Handicap ont plus de 65 ans et pendant le Covid, notamment au début, les personnes âgées avaient pour consigne de rester chez elles. Dans un autre registre, le défi majeur de demain réside dans le recrutement de nouveaux bénévoles. Dans une société en pleine évolution où l'individualisme tend à s'accentuer, mobiliser autour de l'entraide devient un enjeu crucial pour l'avenir de nos services.

Dans une société en pleine évolution où l'individualisme tend à s'accentuer, mobiliser autour de l'entraide devient un enjeu crucial pour l'avenir de nos services.

Quels sont les projets ou priorités de Transport Handicap pour les prochaines années ?
Justement de trouver et garder les bénévoles. Depuis quelques années, on a un nombre de course annuelle relativement stable : entre 48'000 et 52'000. L'idée c'est de maintenir ce service pour continuer à servir celles et ceux qui nécessitent des transports.

Comment peut-on soutenir l'association, que l'on soit citoyen, entreprise ou collectivité ?
En devenant chauffeur·euse bénévole. Sinon en continuant de nous faire connaitre. Les dons sont bien entendus toujours les bienvenus pour pérenniser l'association. La collectivité valaisanne participe également au financement. De plus Transport Handicap bénéfice d'un soutien de la Loterie Romande.

Quel message aimeriez-vous adresser aux personnes qui hésitent encore à s'engager comme bénévoles ?
Les gens qui souhaiteraient s'engager peuvent faire une course avec un·e chauffeur·euse bénévole pour observer et se rendre compte du fonctionnement. Bien que la manipulation des fauteuils roulants sur les rampes puisse susciter des appréhensions, l'évolution technique change la donne. Aujourd'hui, de nombreux véhicules sont équipés de treuils électriques, rendant l'accès au bus fluide et sans effort physique particulier pour le·a conducteur·trice.

Qu'est-ce qu'on peut vous souhaiter ?
Que l'association continue et que nous puissions compter sur toujours autant de bénévoles ayant l'envie d'aider.

Transport Handicap en chiffres

- Un comité de 7 membres
- Les chauffeurs·euses sont membres de l'Assemblée générale
- Dans les **4** régions du Valais romand
- Siège et bureau à Sion
- Active depuis **22** ans
- **45** véhicules adaptés, dont **1** électrique
- Plus de **314** chauffeurs·euses bénévoles actifs qui sont les maillons forts de Transport Handicap
- **781'652** courses au 31 décembre 2024
- **4311** courses en moyenne par mois en 2024
- **1'182'110** km parcourus en 2024



Oui au contre-projet de l'initiative sur l'argent liquide



Le débat sur la place de l'argent liquide en Suisse arrive devant le peuple en mars. Si l'intention derrière l'initiative populaire « L'argent liquide, c'est la liberté » peut paraître louable, une analyse approfondie révèle des lacunes juridiques majeures. Voici pourquoi le Parti Socialiste préconise le rejet de l'initiative au profit du contre-projet direct.

Une initiative aux formulations floues et superflues

Bien que les initiant·es souhaitent garantir la disponibilité permanente des pièces et billets, le texte proposé souffre d'un manque de rigueur technique et juridique :

- Un doublon législatif : les exigences de l'initiative sont, en grande partie, déjà satisfaites par l'ordre juridique actuel. La Loi sur la Banque nationale impose déjà à la BNS de mettre à disposition du numéraire en quantité suffisante. De même, tout abandon du franc suisse nécessiterait déjà une modification constitutionnelle soumise au vote du peuple et des cantons.
- Une imprécision dangereuse : le texte de l'initiative utilise une terminologie erronée pour désigner notre monnaie nationale. De plus, le concept de « quantité suffisante » n'est pas défini, ce qui crée une incertitude juridique préjudiciable à la stabilité de notre politique monétaire.

Le contre-projet : la clarté au service d'un compromis solide

Contrairement à l'initiative, le contre-projet direct apporte une réponse précise et techniquement irréprochable. Il permet :

- D'ancrer le principe dans la Constitution : il définit explicitement le franc suisse comme monnaie nationale et sanctuarise le principe de l'accessibilité aux espèces dans la Constitution fédérale.
- D'offrir une sécurité juridique : en reprenant l'esprit de l'initiative sans ses erreurs de formulation, il répond aux inquiétudes de la population tout en respectant les compétences des institutions monétaires. C'est un compromis constructif qui peut être soutenu pleinement.

Garantir l'accessibilité pour toutes et tous

L'enjeu de l'argent liquide dépasse la simple gestion monétaire. En effet, c'est une question d'inclusion sociale et de neutralité technologique.

- Un outil d'autonomie : l'argent liquide reste le seul moyen de paiement totalement gratuit et accessible sans intermédiaire technique. Il est indispensable pour les personnes n'ayant pas accès aux outils numériques (smartphones ou cartes de crédit), ainsi que pour l'apprentissage de la gestion budgétaire chez les enfants.

L'argent liquide reste le seul moyen de paiement totalement gratuit et accessible sans intermédiaire technique.

- Le maintien du choix : en soutenant le contre-projet, nous renforçons symboliquement et pratiquement l'acceptation des espèces. Nous garantissons que chaque citoyen, quelle que soit sa situation financière ou technologique, puisse continuer à accéder aux services essentiels de manière autonome.

Yoann Bodrito

Initiative fédérale

Pub

PS

Tu partages nos valeurs et souhaite rejoindre le PSVR ?

Ta participation à l'organisation et aux décisions renforcera notre mouvement !

Tu peux t'inscrire ici



Les journalistes de la RTS tous de gauche ?

Nous connaissons maintenant la date à laquelle nous allons voter sur l'initiative raciste de l'UDC : Initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! (Initiative pour la durabilité) »

Et la RTS fidèle à son devoir d'éclairer la population nous avait pondu un Temps Présent il y a presque un an : « Qui veut d'une Suisse à 10 millions ? »

Durant ce documentaire les journalistes vont mettre en avant différents sujets pour arriver à la conclusion suivante :

L'UDC veut réduire le nombre d'immigrés mais vote en faveur des politiques qui font venir l'immigration dans le logiciel libéral : si on baisse les impôts sur les entreprises celles-ci embaucheront et donc des travailleurs étrangers vont venir pour répondre à la demande d'emploi ainsi créée.

L'UDC serait incohérente ! Nous tombons tous de nos chaises et les journalistes ont combattu l'extrême droite en montrant l'incohérence de ces positions ! Mais soyons malicieux et allons voir ce que le documentaire nous dit effectivement et à qui il donne la parole.



Et d'ailleurs si on s'intéresse aux personnes à qui les journalistes donnent la parole, on se retrouve avec une apparente équivalence de temps de paroles entre les représentants des différents partis. Mais si on regarde plus attentivement et qu'on va faire attention à ce qui est dit le résultat est surprenant : car mis à part les interventions de Klopfenstein Broggini (Verte GE) et de Samuel Bendahan (PS VD) qui apparaissent furtivement (1 minute) à l'écran pour apporter une parole politique structurée de gauche dans cette émission, le reste est un plaidoyer en faveur de l'initiative. Y compris l'autre intervenante du PS Jacqueline Badran (ZH) qui dit que l'immigration est un sujet tabou à gauche parce qu'on est taxé de xénophobe, ouin ouin.

Mais plus sérieusement si on dit que l'immigration n'est pas bonne ni pour le monde, ni pour l'Europe, ni pour la Suisse, on est xénophobe et on rentre dans le camp du patronat car lorsqu'on oppose les travailleurs·euses entre elles et eux, on favorise le patronat qui préfère régner sur des travailleurs·euses divisés.

Ce qui nous fait gentiment penser à la rhétorique nazie et pétainiste concernant les juifs qui ne sont pas loyaux au pays mais à autre chose.

Ensuite on nous fait un petit tour d'un parti de gauche qui a osé briser ce tabou : au Danemark un ancien parlementaire danois qui nous est présenté comme de gauche affirme que les musulmans danois, en particulier celles et ceux de deuxième génération ne sont pas loyaux envers le Danemark mais envers leur pays d'origine.

Ce qui nous fait gentiment penser à la rhétorique nazie et pétainiste concernant les juifs qui ne sont pas loyaux au pays mais à autre chose.

Pour finir avant la voix off il y a une confrontation entre la journaliste et Thomas Matter (UDC ZH) durant laquelle il est mollement mis face à ses contradictions et quitte le débat.

Youpi après avoir déroulé un tapis rouge à l'extrême droite durant la quasi-totalité du documentaire la journaliste se rachète une conscience en étant un passe-plat agaçant.

Et enfin la voix off nous quitte sur l'affiche idyllique de l'UDC avec la barrière qui s'ouvre et qui se fait envahir de bâtiments, d'usines, de routes, de voitures et de personnes.

Ne nous y trompons pas la RTS fait des sujets désastreux en poussant une rhétorique conservatrice. Mais avec des médias privés ce serait encore bien pire, n'oubliez pas d'aller voter le 8 mars prochain !

Le temps présent date du 13 mars 2025 et les journalistes sont Françoise Weilhammer et Philippe Mach.

Antoine Bellon

L'offensive de Meloni : la fin des bastions de l'autogestion italienne



Depuis son arrivée au pouvoir, la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, a transformé ses promesses d'opposition en une réalité politique concrète : la fermeture systématique des Centres Sociaux Occupés et Autogérés (CSOA).

Ces lieux, piliers de la contre-culture et de l'action sociale depuis la fin des années 1970, sont aujourd'hui la cible d'une « croisade » sécuritaire menée par l'extrême droite italienne.

L'histoire des centres sociaux remonte aux « Cercles de la jeunesse prolétaire » des années 1970. Véritables avant-postes démocratiques, ils ont permis de réoccuper des usines abandonnées pour en faire des lieux de production culturelle, d'aide aux migrants et de lutte contre les trafics. Dans les années 1990, sous l'impulsion des mouvements étudiants, ils ont muté vers une dimension plus culturelle que purement politique, entamant parfois des processus de régularisation avec les municipalités de gauche.

Aujourd'hui, le ministère de l'Intérieur recense encore plus de 120 centres « illégaux », principalement à Rome et Milan. Pour le gouvernement, ces espaces sont des « zones soustraites à la loi » et des menaces pour la sécurité. Cette rhétorique a déjà conduit à l'expulsion de lieux mythiques comme le Leoncavallo à Milan (actif depuis 50 ans) et, plus récemment, l'Askatasuna à Turin.

A Rome, le centre Spin Time Lab incarne le paradoxe de ces lieux : techniquement illégal, il est socialement indispensable.

L'expulsion de ce dernier en décembre 2025 illustre le durcissement du climat répressif dans la botte. L'Askatasuna (qui signifie « liberté » en basque) n'était pas qu'un bâtiment occupé, c'était le cœur battant des luttes régionales (mouvement No TAV, soutien à la Palestine, droits au logement etc.). Sa fermeture, marquée par des heurts violents avec la police, a été facilitée par le recul de la municipalité de centre-gauche, qui a rompu un « pacte de collaboration » au profit d'une ligne sécuritaire. Pour les militant·es, cette évacuation vise à détruire une « culture critique » capable de transformer l'isolement social en force collective.

L'action du gouvernement soulève une polémique sur l'impartialité de la loi. Tandis que les centres « rouges » sont évacués, le sort de Casapound à Rome, le bastion des néofascistes occupé depuis 2003, reste en suspens. Le ministre de la Culture, Alessandro Giuli, a suggéré que si Casapound respectait certains critères de légalité, il n'y aurait aucune raison de l'expulser, créant un sentiment d'injustice flagrant chez les activistes de gauche.



A Rome, le centre Spin Time Lab incarne le paradoxe de ces lieux : techniquement illégal, il est socialement indispensable. Occupé par 140 familles et soutenu un temps par l'aumônier du Pape François, ce bâtiment de 20'000 m² propose du soutien scolaire, de l'aide sociale et juridique et des espaces de coworking et de création.

Une étude de l'université Milano-Bicocca démontre même que chaque euro investi dans le Spin Time génère un retour social quasi double. Malgré ce bilan, la menace d'évacuation est constante, le propriétaire souhaitant transformer l'immeuble en hôtel.

L'action de Giorgia Meloni dépasse la simple question de la légalité immobilière. Il s'agit d'une volonté de criminalisation de la dissidence. En fermant ces espaces, le pouvoir crée un « désert » social là où existaient des solidarités concrètes et une citoyenneté active. Malgré la répression, la mobilisation se poursuit, comme en témoignent les manifestations massives à Turin et Rome, affirmant qu'on « n'évacue pas une histoire ». Le samedi 31 janvier, ils et elles étaient plus de 50'000 dans les rues de Turin pour s'opposer à la fermeture de l'Aska. Une contre-offensive populaire face à cette radicalisation à droite du pays durement réprimée par la police durant la soirée.

Yoann Bodrito

le peuple.VS

Abonne-toi ou souscris un abonnement supplémentaire à Fr. 5.- ici

5 mois

C'est l'espérance de vie moyenne d'un cochon de rente. Sa vie pourrait être 50 fois plus longue s'il n'était pas emmené à l'abattoir pour être transformé en viande.

Le vengeur masqué



37 Centimes. C'est le prix économisé par jour et par foyer en cas d'acceptation de l'initiative anti-SSR. Il vous faudra environ 11 jours pour avoir assez d'argent pour vous payer un café. Enfin, si vous n'habitez pas à Genève ou Zurich. Pendant ce temps-là, les primes d'assurance et les loyers sont en constante hausse depuis des décennies. Pour autant, l'UDC qui est à l'origine de cette initiative « 200 francs ça suffit » ne s'est pas beaucoup mouillée pour défendre le pouvoir d'achat des ménages et ce qui impacte concrètement la vie de millions de citoyens. Sans doute que c'est moins intéressant et qu'il y a trop d'intérêts à défendre dans certains conseils d'administration. Sur le plateau d'Infrarouge, c'est Céline Amaudruz qui était récemment invitée à défendre le camp du oui. Avec une fortune estimée à 10 millions de francs, c'était probablement la mieux placée pour parler des fins de mois difficile.



PS Parti socialiste du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant·e·s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Impressum

Mensuel
15e année

Site internet : www.lepeuplevs.com

Rédaction : Yoann Bodrito
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement : annuel CHF 95.–
de soutien CHF 130.–
supplémentaire CHF 5.–
membres JSVr CHF 50.–
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité : CHF 200.– (1/8 page)
CHF 400.– (1/4 page)
CHF 800.– (1/2 page)
CHF 1600.– (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette: Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année